

Vers des campagnes citadines en Bourgogne ? Villes et villages : urbanisme, démographie, économie, commerce

Robert Chapuis

2009 - 19^e colloque de l'Association Bourguignonne des Sociétés Savantes, Avallon, 17-18 octobre 2009

J'introduirai en paraphrasant le titre d'un roman célèbre : la campagne, comme la nostalgie, n'est plus ce qu'elle était. Chacun d'entre nous s'en est évidemment aperçu. Mon propos aujourd'hui sera de préciser ce que la campagne n'est plus et ce qu'elle est en train de devenir.

Cette évolution, peut-être même peut-on parler de mutation, je la résume dans une formule : les campagnes en général, et celles de Bourgogne en particulier, sont en voie de se citadiniser, ce qui signifie que les habitants des campagnes occupent peu à peu les mêmes types d'emplois, s'insèrent dans les mêmes catégories socioprofessionnelles et ont tendance à adopter globalement les mêmes styles de comportement que les citadins. C'est ce que je pense avoir démontré pour le département du Doubs, dans un livre paru en 2007, intitulé : *Vers des campagnes citadines : le Doubs (1975-2005)*. Mon propos sera ici de soutenir la même thèse pour les campagnes bourguignonnes, mais avec quelques exemples seulement, car je ne peux m'appuyer ici que sur les données que nous livre l'Insee (en particulier les recensements de 1982 et 2006, le dernier en date), alors que, dans le Doubs, j'avais mené une longue enquête sur le terrain. Ainsi, je me propose de montrer comment la ville a peu à peu grignoté la campagne, puis comment celle-ci s'est démographiquement et socialement citadinisée.

Des campagnes grignotées par les villes

La séparation statistique entre la ville et la campagne date, en France, de 1836 ; les services de l'Etat choisissent alors de considérer comme urbaines, les communes dont la population agglomérée est supérieure à 2 000 habitants, toutes les autres étant définies comme rurales. Cette définition a été utilisée telle quelle jusqu'en 1954.

A cette date, l'Insee décide de considérer comme urbaines des communes de moins de 2 000 habitants agglomérés, mais dont l'espace bâti est distant de moins de 50 m de celui d'une ville (distance portée à 200 m ensuite), l'ensemble formant ainsi une agglomération urbaine. Le territoire rural se trouve donc une première fois amputé d'un certain nombre de communes. Ainsi, entre 1954 et 1982, 65 communes rurales bourguignonnes sont annexées à des unités urbaines, nom officiel des agglomérations ; entre 1982 et 1999 ce sont encore 22 nouvelles communes qui sont

rattachées, portant ainsi actuellement le nombre des communes de banlieue à 87. Première amputation de l'espace rural.

Le territoire rural se rétrécit encore en 1962, lorsque l'Insee y distingue des communes en Zpiu (Zones de peuplement industriel ou urbain) et des communes hors Zpiu. Les premières sont soit des communes dites « industrielles » (elles doivent offrir plus de 100 emplois non agricoles), soit des communes dites « dortoirs », un nombre important d'actifs allant travailler chaque jour dans une agglomération voisine ; aucune ne doit dépasser un certain pourcentage d'agriculteurs. Les autres communes (hors Zpiu) sont alors qualifiées de « rurales profondes ». Une partie de l'espace rural (les communes en Zpiu) se distingue donc de la campagne traditionnelle soit parce qu'elle tombe dans l'attraction d'une ville, soit parce qu'elle s'en démarque par le poids de l'emploi non agricole. On commence ainsi à distinguer, à l'intérieur de la campagne elle-même, des communes qui ne sont plus tout à fait rurales, au sens traditionnel du terme, puisqu'elles sont dites « industrielles », en réalité non agricoles. Deuxième amputation.

En 1990, l'Insee dresse une nouvelle typologie, plus souple et plus fine que la précédente, basée désormais sur deux critères : l'offre d'emplois des communes et le pourcentage des actifs allant travailler ailleurs que dans leur commune (migrants quotidiens). Le territoire est alors divisé en deux grands types. L'un, à dominante urbaine, correspond à des pôles d'emplois urbains (qui offrent plus de 5000 emplois) et à leur couronne périurbaine, composée de communes où plus de 40% des actifs travaillent dans l'aire urbaine ; pôles urbains et couronnes urbaines forment des aires urbaines. L'autre type, à dominante rurale, comprend des pôles d'emplois ruraux (en réalité souvent des villes) qui offrent de 2 000 à 5 000 emplois et les communes de leur périphérie, c'est-à-dire où plus de 20% des actifs travaillent dans le pôle. Le reste de l'espace rural est lui-même divisé entre un rural sous faible influence urbaine (communes dont 20 à 40% des actifs vont travailler dans l'aire urbaine), et un rural isolé composé de communes qui n'entrent dans aucune des autres catégories. Ainsi, l'espace rural traditionnel est désormais réduit à la portion congrue, puisque lui échappent les couronnes périurbaines, la périphérie des pôles d'emplois ruraux et, dans une certaine mesure, l'espace rural sous faible influence urbaine qui, comme son nom l'indique est déjà marqué par une certaine empreinte urbaine. Il ne lui reste plus que les communes du « rural isolé », dont la dénomination souligne bien qu'il est loin des villes. Troisième amputation donc.

En 1999, par souci de simplification, l'Insee modifie son découpage de 1990. Rien n'est changé dans l'espace à dominante urbaine, mais le découpage de l'espace à dominante rurale est sensiblement modifié. La taille requise pour devenir pôle d'emploi rural descend à 1 500 emplois et la périphérie de ce dernier est réduite puisque, pour en faire partie, une commune doit désormais envoyer au moins 40% de ses actifs y travailler (contre 20% précédemment). Le rural « sous faible influence urbaine » n'est plus distingué ; s'il l'avait été, il aurait recouvert l'essentiel de l'espace

rural, et aurait réduit ainsi à des marges l'espace rural isolé. Enfin, les communes de ce dernier ne sont plus dites « isolée », ce qui était très connoté, mais simplement désignées comme « autres communes ».

Ainsi, depuis l'après-guerre, le territoire de la campagne traditionnelle n'a cessé de se rétrécir et de se diversifier au fur et à mesure des recensements, avec la création des agglomérations, puis des Zpiu, enfin des espaces à forte et faible dominante urbaine. Ces changements traduisent et induisent en même temps des mutations démographiques considérables.

Des campagnes démographiquement citadinisées

Dans l'après-guerre et jusqu'au début des années soixante-dix, on a assisté à un intense départ des ruraux vers les villes, ce que l'on appelé « l'exode rural », expression quelque peu catastrophiste puisque ces départs ont à la fois libéré le surplus de main-d'œuvre de la campagne et permis l'industrialisation des Trente Glorieuses. Cet exode rural, qui s'est accompagné d'un vieillissement de la population restante (ce sont surtout des jeunes qui sont partis) et donc à la fois de l'accroissement de la mortalité et du déclin de la natalité, a provoqué une rapide diminution de la population rurale.

Or, depuis le début des années soixante-dix, et surtout depuis les années quatre-vingts, la tendance s'est inversée. La population urbaine diminue, alors que la population rurale augmente : à l'exode rural fait suite l'exode urbain ! Est-ce le signe d'une « Renaissance rurale » endogène, d'une identité rurale renforcée, comme l'a affirmé le géographe B. Kayser ? L'analyse des recensements donne une réponse sans équivoque : s'il y a eu Renaissance rurale, elle est venue des villes. En effet, entre 1982 et 2006, les villes-centres bourguignonnes ont perdu 31 000 habitants (tableau 1).

	Population		Evolution 1982-2006	
	2006	1982	Evolution totale	Evolution en %
Villes-centres	457 928	488 898	-30 970	-0,27
Banlieues	199 863	186 033	+18 830	+0,30
Périurbain	440 766	358 873	+ 81 893	+0,86
Pôles d'emploi et couronnes	168 526	187 445	-18 919	-0,44
Autres communes	361 753	374 583	-12 830	-0,15
Total	1 628 836	1 595 832	33 004	0,09

Source : Insee

Tableau 1. Evolution de la population totale par type d'espace (1982-2006)

Cette perte tient essentiellement à ce que les départs, depuis les villes, ont été beaucoup plus nombreux que les arrivées en ville. Au cours de cette période, le bilan migratoire (balance départs/arrivées) des villes-centres (hors banlieues) s'est soldé

par un déficit de 75 000 personnes. Si ce solde migratoire avait été seulement nul, elles auraient gagné 44 000 habitants grâce à un solde naturel (balance naissances/décès) élevé, induit par une population relativement jeune.

	Evolution 1982-2006		
	Solde total	Solde naturel	Solde migratoire
Villes centres	-30 970	+44 082	-75 052
Banlieues	+ 13 830	+ 17 395	- 3 565
Périurbain	+81 893	+ 12 247	+ 69 446
Pôles d'emploi ruraux et leurs couronnes	-18 919	-1 103	-17 816
Autres communes	-12 830	-47 349	+ 34 304
Total	33 004	25 472	33 004

Source : Insee

Tableau 2. Evolution du solde naturel et du solde migratoire (1982-2006)

Où sont donc partis ces citadins ? Pas dans les banlieues puisque celles-ci connaissent un léger déficit migratoire (-3 500) et ne doivent l'augmentation de leur population (environ 14 000) qu'à un solde naturel élevé, leur population étant elle aussi, jeune. Ils sont donc partis essentiellement vers les communes rurales périphériques des agglomérations, c'est-à-dire vers les communes périurbaines. Celles-ci ont gagné 82 000 habitants et ce, principalement grâce à un solde migratoire très élevé qui leur en a fait récupérer près de 70 000, et à un solde naturel resté modeste (+12 000) car, si la population qui s'y installe est plutôt jeune (adultes de 30 à 50 ans et leurs enfants), les anciens habitants sont plutôt âgés. Au total, on arrive donc à une population des communes périurbaines (441 000 habitants) désormais presque aussi importante que celle des villes-centres (458 000) et beaucoup plus encore que celle des banlieues (200 000).

Ces espaces périurbains restent certes ruraux par certaines de leurs caractéristiques : champs, prés, prairies et forêts très dominants, faible densité de population (15 fois moins qu'en ville et 9 fois moins qu'en banlieue), écrasante majorité de maisons individuelles. Toutefois, comme leur population est submergée sous le flux des citadins qui viennent s'y installer et comme une large minorité (plus de 40%) et souvent une majorité de leurs habitants travaillent dans les agglomérations voisines, on peut affirmer que l'espace périurbain est démographiquement citadinisé.

Entre 1982 et 2006, que sont devenues les communes rurales non périurbaines, en dehors des pôles d'emplois ruraux et de leur couronne qui ne comptent que pour 10% de la population bourguignonne et que je ne prendrai pas en compte ici ? Sont-elles restées traditionnelles, c'est-à-dire continuent-elles de perdre de leur population du fait de départs vers les villes ? En apparence oui : entre 1982 et 2006, elles ont encore perdu 13 000 habitants et leur solde naturel est resté très négatif (-47 000), la

population ancienne n'ayant pas été suffisamment rajeunie par les nouveaux arrivants et donc la mortalité restant forte et la natalité faible. Toutefois, il s'y installe désormais plus de ménages qu'il n'en part : avec un solde migratoire positif de 34 000 personnes, elles sont devenues très attractives ! Et d'ailleurs, si l'on ne considère que la dernière période intercensitaire (1999-2006), la population de ces communes rurales non périurbaines a même augmenté de 6 000 habitants car leur bilan naturel, bien qu'encore négatif (-12 000 personnes), s'est nettement amélioré et le solde migratoire a augmenté encore (+18 000 en 7ans). Ainsi, même cet espace non périurbain attire maintenant des citadins qui acceptent de s'installer loin des villes : quasiment toute la Bourgogne peut donc être considérée maintenant comme démographiquement plus ou moins citadinisée.

Enfin, preuve supplémentaire de l'impact démographique des villes, on constate que les campagnes qui restent les plus touchées par la dépopulation ne sont pas forcément les plus éloignées des villes, mais plutôt celles qui se localisent autour de certaines agglomérations en difficulté, et particulièrement autour de villes industrielles comme celles du sillon Dheune-Bourbince (du Creusot à Gueugnon), du val de Loire (de Decize à Fourchambault), et d'autres villes comme Avallon, Clamecy, Montbard, Châtillon-sur-Seine, Tonnerre. A contrario, les agglomérations dynamiques du val de Saône, de Dijon à Mâcon, et de la vallée de l'Yonne engendrent des campagnes en croissance. En somme, le vieux cliché qui présentait la ville comme aspirant les forces vives de la campagne se trouve maintenant complètement inversé : à ville active, campagne dynamique, à ville languissante, campagne déclinante.

Ces mutations démographiques considérables ont évidemment contribué à transformer les structures sociales et, dans une certaine mesure, à les citadiniser.

Des campagnes socialement citadinisées

Traditionnellement, la campagne se singularise par un pourcentage relativement élevé d'agriculteurs. Or, en 2006, ceux-ci ne sont plus que 3% des actifs dans les communes périurbaines et seulement 9% dans l'espace rural non périurbain ; et ce dernier pourcentage s'abaisse rapidement : entre 1999 et 2006, il est passé de 11% à 9% . Le sociologue Henri Mendras, qui dans un livre de 1967, anticipait La fin des paysans, n'est pas loin d'avoir raison, même pour l'espace rural non périurbain. Les artisans et commerçants traditionnellement nombreux en milieu rural voient leur nombre diminuer rapidement : en 7 ans seulement, ils sont passés de 7% des actifs en 1999 à 6% en 2006 dans les communes périurbaines, et de 9% à 8% dans les communes rurales non périurbaines.

Les cadres moyens ou supérieurs, qui étaient traditionnellement des catégories sociales urbaines, sont maintenant presque aussi nombreux dans les communes périurbaines qu'en ville (33% contre 37%). Les communes rurales non périurbaines voient le pourcentage de leurs cadres augmenter également en passant de 20% des

actifs en 1999 à 23% en 2006. Les cadres moyens notamment sont quasiment à égalité en ville et dans les communes périurbaines (24,7%, contre 23,3%) et déjà ils forment 17,2% des actifs dans les communes rurales non périurbaines après une progression très rapide au cours des sept dernières années (14,7% en 1999).

Enfin, les employés comptent pour 27 à 28% des actifs, aussi bien dans les communes périurbaines que dans les communes rurales non périurbaines, un pourcentage tout proche de celui des villes (31%). Et on trouve désormais moins d'ouvriers dans les agglomérations (27%) que dans l'espace périurbain (29%) et dans l'espace rural non périurbain (32%). En somme, la structure sociale des campagnes, surtout celle des communes périurbaines, se calque peu à peu sur celle des villes : en ce sens elle est bien en voie de se citadiniser.

Un autre exemple de citadinisation des campagnes nous est donné par les logements. Dans les années cinquante et soixante, à l'époque de « l'urbanisation sauvage » de la France, alors que dans les villes le patrimoine immobilier se modernisait rapidement, notamment grâce à la construction des barres et des tours de banlieues, dans les campagnes il se renouvelait très lentement : le manque de confort apparaissait comme une caractéristique récurrente du logement rural. Cette spécificité est en train de disparaître : entre 1975 et 2003, il s'est construit plus de logements dans l'espace périurbain (68 000) que dans les villes-centres (64 000) et moitié plus que dans les banlieues (39 000). L'espace rural non périurbain n'a pas été en reste : il s'y est construit 37 000 logements, soit presque autant que dans les banlieues. De ce fait, le niveau de confort (salle de bains, chauffage central, etc.) augmente rapidement aussi bien en espace périurbain que non périurbain et tend donc à rattraper assez rapidement celui des villes.

Dernier exemple, la motorisation (possession d'une voiture) des ménages ruraux. Elle est désormais très supérieure à celle des ménages citadins : 91% des ménages périurbains et 86% des ruraux non périurbains disposent d'au moins une voiture, contre 78% des citadins. L'écart apparaît plus net encore pour les ménages propriétaires de deux voitures ou plus : 26% dans les agglomérations, 39% dans le rural non périurbain, 51% en espace périurbain ! Même si la motorisation est plus nécessaire à la campagne qu'en ville, ces chiffres montrent tout de même que les ménages ruraux disposent de revenus suffisants pour acheter une ou des voitures. D'ailleurs, les revenus moyens des ménages apparaissent maintenant assez comparables en ville et à la campagne et, dans les communes périurbaines, ils sont même un peu supérieurs à ceux des agglomérations où les revenus des banlieues plombent la moyenne.

Conclusion

Je conclurai, d'une façon un peu provocatrice peut-être, en affirmant que, d'un point de vue démographique, économique et social, il n'y aura bientôt plus de ruraux et encore moins de campagnards, au sens où on l'entendait autrefois : il n'y aura

bientôt plus que des citadins vivant à la campagne. On donne ainsi raison à Alphonse Allais qui proposait de construire les villes à la campagne !

Bibliographie sommaire

Chapuis R., 2007, *Vers des campagnes citadines : le Doubs (1975-2005)*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, éd. Cêtre.

Chapuis R., 1995, *L'espace périurbain : une problématique à travers le cas bourguignon*, *Information géographique*, p 113-125.

Chapuis R., 1986, *Les ruraux français*, Paris, Masson.

Hilal M., Renaud-Hellier E., 2005, *Dynamiques démographiques et socio-économiques des pôles intermédiaires périurbains et ruraux : le rôle de la distance à la ville*, in S. Arlaud et al. *Rural-Urbain*, , Presses Universitaire de Rennes.

Insee Dimensions Bourgogne, 2009, *La Bourgogne gagne des habitants autour des villes-centres et le long des grands axes* n°150, janvier.

Kayser B., 1990, *La Renaissance rurale, sociologie des campagnes occidentales*, Paris, A. Colin.

Mendras H., 1967, *La fin des paysans*, Paris, Sedeis.

Perrier-Cornet Ph. (dir.), 2002, *Repenser les campagnes*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues.

Viard J., 1994, *La société d'archipel*, La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube.